

Catalogne : Prendre parti dans une situation étrange par Santiago López Petit

paru dans [lundimatin#116](#), le 1er octobre 2017

Santiago López Petit est catalan, chimiste et philosophe. Merci à Alèssi Dell'Umbria pour la traduction.

Il y a des moments où la réalité se simplifie. Ce n'est plus l'heure de faire la part de la vérité et du mensonge dans les arguments qui prétendent défendre l'unité d'Espagne ou proclamer l'indépendance de la Catalogne. Il n'est pas non plus nécessaire de remonter à l'année 1714 [1] ni de chercher dans les griefs plus récents. Quand on en appelle à 'la Loi et l'Ordre', tout à coup, tout s'éclaire et chaque position apparaît parfaitement définie sur la table de jeu. Puis, de façon viscérale, ceux d'entre nous qui restaient silencieux savons où nous situer : nous serons toujours face à ceux qui veulent imposer la consigne de rétablir l'autorité. Nous connaissons bien une phrase forgée en France avant la révolution de 1848 qui disait : '**La légalité tue**'.

Effectivement nous sommes, donc, contre l'État espagnol et sa légalité, bien que pour cela nous ayons à prendre parti entre des drapeaux qui nous étouffent, parce qu'ils nous pompent l'air, et des hymnes qui assourdissent et empêchent d'écouter ceux qui, rassemblés, parlent. Il serait magnifique d'affirmer qu'à cette légalité de l'État espagnol s'oppose la légitimité d'un peuple.

Malheureusement il n'en va pas ainsi, et que les partis indépendantistes ne recommencent pas à nous rouler dans la farine. **La légitimité qu'ils défendent s'est construite en oubliant au moins la moitié des catalans**, elle s'est faite sur la base de recours juridiques très discutables et, finalement, en profitant de la gestion de la violence terroriste par les Mossos après les récents attentats. Quand une émission de télévision affirmait que durant quelques heures la Catalogne avait eu un authentique État, elle avait raison. C'est Hobbes dans toute sa pureté. J'abandonne le droit de me gouverner moi-même et je signe un pacte de soumission, en échange de la sécurité qui m'est offerte. En définitive, et comme toujours, le désir de tranquillité, et le dictat de la raison, sont derrière la fondation de l'État. Cependant, **pauvre peuple celui qui fait d'un commissaire de police son héros !...** Et qui emploie la parole 'abattre' pour dire tuer.

Le mérite incontestable de l'indépendantisme est d'avoir dévoilé le mythe de l'État de Droit. Il est amusant d'entendre ces jours-ci des politiciens catalans défenseurs de l'ordre accuser l'État espagnol d'être un 'état policier et répressif'. Ou se plaindre des heures qu'ils ont passées au commissariat. Qu'est-ce qu'ils croient ? Non, il n'y a là aucun état d'exception. Il y a ce qui depuis longtemps coexiste parfaitement : l'état de guerre et le fascisme postmoderne. L'État de guerre qui, avec l'excuse du terrorisme, se place bien au-delà de quelque norme juridique, tandis qu'il traque impitoyablement celui qui est signalé comme son ennemi. Terroriste ou séditieux. Le fascisme postmoderne qui neutralise politiquement l'espace public et expulse les déchets sociaux. A propos, ce fut CiU qui a semé les graines de la Loi Mordassa en juillet 2012 aux Cortes [2].

Ceal fait des années que le proto-état catalan qui, comme tous les États, s'est construit utilisant l'embrouille et la gestion de la peur, **essaie de transformer le peuple catalan en une authentique unité politique**. Dans ce sens les appels de chaque 11 septembre ont servi pour policer et domestiquer un désir collectif de liberté qui ne peut se résorber en une seule voix. L'opération politique a été celle-ci : le Gouvernement décide qui est son peuple, et dans la mesure où il réussit à le convertir en une unité politique, c'est-à-dire en un nous autres contre eux, acquiert une légitimité qui lui permet de négocier avec l'État espagnol. Il est clair que l'indépendantisme hégémonique ne désire aucun changement social réel et profond. Ils appellent à la désobéissance au '*Gobierno*' pour immédiatement obéir au '*Govern*' [3]. 'De la loi à la loi' assurent-ils. De fait les élites dirigeantes s'entendent toujours entre elles, parce que l'ombre du capital est très étendue. Pour cela dans cette

guerre où nous sommes englués, le plus probable est que chaque opposant réalise ce qu'on attend de lui. Le Gouvernement espagnol dira qu'il a défendu l'État de Droit jusqu'au bout, certes oui, de manière mesurée. Le Gouvernement catalan affirmera que, dans les conditions actuelles, on est allé plus loin que jamais. Il est difficile de penser que la logique du proto-état catalan conduise au-delà d'une rupture négociée qui aurait à prendre forme dans une réforme de la Constitution.

Cependant, la situation se trouve complètement ouverte. Quand les rues se remplissent de gens et que devant se dresse un État arrogant, incapable d'autocritique et qui méconnaît une quelconque forme de médiation, n'importe quoi peut arriver. Et c'est réellement ainsi. Personne ne sait ce qui va se passer parce qu'une situation inédite s'est produite : voter s'est converti en un défi à l'État. Pour beaucoup d'entre nous, le vote n'a jamais été porteur de changements réels. Malgré cela, maintenant, **le simple acte de vouloir voter a un petit quelque chose de radical et transgresseur**. C'est étrange ce qui est en train de se passer. Certes beaucoup de gens s'émeuvent et se rassemblent sous le drapeau indépendantiste. Mais aussi nous sommes nombreux ceux qui maintenant allons nous plonger dans la tourmente. **Malgré le fait que nous n'ayons aucun drapeau, nous savons qu'il faut être là**. Nous aussi n'avons pas peur, mais il nous en coûte d'oublier. Il nous coûte de faire confiance à des dirigeants politiques qui ont brutalement délogé une place Catalunya occupée, et qui ont été les premiers à appliquer des mesures néo-libérales. L'année 2011 nous avons encerclé le Parlement précisément pour l'empêcher. Et maintenant nous devrions nous laisser aller à les embrasser ?

Quand Felipe Gonzalez affirme que 'la situation en Catalogne est ce qui m'a le plus causé de souci en quarante ans' voilà un bon signal. Les forces politiques indépendantistes ont été capables d'inquiéter un pouvoir centraliste et répressif qui a des siècles d'expérience. Ce n'est pas facile de le déraciner et sa réaction défensive le prouve. Il faut reconnaître, pour autant, la force de ce mouvement politique, sa capacité d'organisation et de mobilisation. Mais **l'État espagnol ne concédera jamais l'indépendance de la Catalogne**. Pour y parvenir, il faut d'abord le briser, et pour avancer dans ce processus de libération l'indépendantisme catalan a besoin de beaucoup plus de soutiens. En définitive, s'opposer à l'État espagnol à partir de la volonté d'être un autre État, non seulement n'est guère intéressant, mais c'est carrément perdant. Par contre, imaginer une Catalogne qui demeure infatigable en tant qu'anomalie, peut effectivement miner la légalité néo-franquiste, et se constituer à l'avancée de quelque chose d'imprévisible en Europe. Si nous voulons que le droit à décider ne demeure pas une consigne vide, et que le premier octobre ne soit pas un point final mais un commencement, **il faut en finir définitivement avec la division nous/eux définie exclusivement en termes nationalistes**. La Catalogne seule ne pourra jamais se retrouver. La république catalane peut naître seulement fraternisant avec les républiques des autres peuples qui vivent dans cette péninsule.

Votons, donc, pour briser le régime de 1978, héritier du franquisme. Votons parce que voter dans ces moments constitue un défi à l'État, et ce défi nous rendra un petit peu plus libres. Mais **n'oublions jamais le cri de 'Nul ne nous représente' et pas davantage le fait que la lutte des classe se poursuit** agissant dans ce qui apparemment est homogène.

(traduction du catalan : Alèssi Dell'Umbria)

Santiago López Petit est catalan, chimiste et philosophe libertaire.

[1] Le 11 septembre 1714, l'armée de Philippe V d'Espagne entre dans Barcelone après plusieurs mois de siège. Cette date est depuis cent cinquante ans celle de la fête nationale catalane, la Diada, célébrée de façon clandestine sous le régime franquiste.

[2] Loi faite pour réprimer toute forme d'occupation non institutionnelle de l'espace public, et qui prévoit des peines de prison ahurissantes en cas d'infraction. Son vote en 2012 avait provoqué de nombreuses manifestations de protestation dans tout l'État espagnol.

[3] Gouvernement, en espagnol puis en catalan.